

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8.
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12.
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0	81	»
3 0/0 amortiss. ..	82 70	»
4 1/2 0/0 1883 ..	109 05	»
Cons. anglais ..	99 5/16	»
Italien	97 10	»
Flor. autric. (or).	88 3/4	»
Esp. Extér. nouv.	53 7/16	»
Egyptien 6 0/0 ..	322 50	»
Ch. Égyptiens ..	435	»
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 35	»
Banque ottomane	503 75	»

PARIS, 9 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Le Comité républicain du commerce et de l'industrie vient d'arrêter définitivement comme suit la liste des candidats; comme on le verra, il y a une modification à la liste publiée hier :
 MM. A. Muzet, industriel, conseiller municipal, président du syndicat de l'Union nationale.
 P. Hattat, manufacturier, conseiller municipal.
 P. Drouot, président de la Ligue des patriotes.
 M. Mozet, entrepreneur, vice-président du syndicat du bâtiment, ancien juge au tribunal de commerce.
 Richbourg, fabricant, adjoint au maire du quatrième arrondissement, ancien ouvrier mécanicien.
 Topard, industriel, fabricant de porcelaines.

Reims, 9 décembre.

Affaire de Vitry. — M. Cardin, commissaire de police, et M. Leroy, rédacteur en chef du *Petit-Reims*, ont été condamnés aujourd'hui, le premier à six mois de prison, le second à un mois, et chacun à 100 francs d'amende, pour violation de domiciles.

EXTÉRIEUR

Madrid, 8 décembre.

Il n'y a pas eu de Bourse aujourd'hui à cause de la fête.
 Une réunion politique à laquelle assistaient 32 anciens ministres a eu lieu ce soir chez M. Canovas.
 La présence du comte de Castejo et du marquis de Novaliches a été très remarquée.
 MM. Manuel Silvela, Calderon Collantes et d'autres ont approuvé M. Canovas d'avoir conseillé à la régente de prendre des ministres libéraux, les marquis de Molins et M. de Cardenas ont également voté leur approbation. M. Rouco y Robledo, qui désapprouve l'acte de M. Canovas, n'assistait pas à la réunion.

La santé de l'empereur Guillaume paraît de nouveau donner lieu à de sérieuses inquiétudes.
 Les dernières nouvelles de Berlin sont des plus formelles à cet égard. Les médecins ont défendu au vieux monarque d'assister aux chasses qui vont avoir lieu à Königs-Wusterhausen.
 Ce sera le prince-heréditaire qui représentera son père à ces chasses.

Serbes et Bulgares

Vienne, 9 décembre.

Il est question de constituer une commission, composée des attachés militaires des grandes puissances à Vienne, qui serait chargée, à un point de vue purement technique, de fixer les conditions d'un armistice entre la Serbie et la Bulgarie. On croit que la proposition en sera faite prochainement par l'Autriche aux divers cabinets.

Constantinople, 9 décembre.

Le rétablissement du *statu quo ante* perd tous les jours du terrain. Le plénipotentiaire anglais, M. White, et l'ambassadeur de France, M. de Noailles, ont fait entendre certaines réserves, qu'ils soutiennent jusqu'à la dernière goutte de leur sang.
 1° De repousser l'intervention des commissions ottomanes et de la commission internationale.
 2° De refuser le rétablissement du *statu quo ante*.
 3° De persister dans leur union avec le prince de Bulgarie.
 Le métropolitain a ajouté que ces décisions, seraient notifiées au prince de Bulgarie et aux puissances.

Philippopolis, 9 décembre.

Le métropolitain de Philippopolis, accompagné de plusieurs délégués, a notifié à l'avant-hier aux consuls que les Rouméliotes ont pris les décisions suivantes, qu'ils soutiennent jusqu'à la dernière goutte de leur sang :
 1° De repousser l'intervention des commissions ottomanes et de la commission internationale.
 2° De refuser le rétablissement du *statu quo ante*.
 3° De persister dans leur union avec le prince de Bulgarie.

Le métropolitain a ajouté que ces décisions, seraient notifiées au prince de Bulgarie et aux puissances.
 On mande de Constantinople, le 8 décembre :
 La mission préparatoire de Leblich effendi et de Ghabdan effendi à Philippopolis a eu un insuccès complet; ils étaient en quelque sorte prisonniers et toutes leurs dépêches étaient arrêtées. Aussi, samedi, la Porte télégraphia-t-elle à Leblich effendi de venir à Mustapha, pour envoyer de là son rapport; mais Leblich effendi trouva dans cette ville l'ordre de rentrer à Constantinople.

INFORMATIONS

M. Lefèvre de Béhaine, ambassadeur de France près le Vatican, qui se trouvait ces jours-ci à Paris, vient de retourner à son poste.
 Le départ de M. de Cardenas, ambassadeur d'Espagne près le gouvernement français, est aujourd'hui certain.
 On parle, pour le remplacer, de M. Albareda, député, ancien préfet de Madrid, qui dirige depuis quelque temps déjà la *Revista d'Espagne*.
 Le poste lui a été offert par M. Sagasta, mais M. Albareda ne l'a pas encore définitivement accepté.

Le baron d'Arinos, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Paris, vient d'être nommé grand-croix de la Rose.

C'est la juste récompense des services distingués de ce diplomate.
 Au dernier conseil des ministres, M. Sadi-Carnot aurait déclaré à ses collègues que la Trésorerie est en possession de ressources abondantes, et l'Agence Havas, qui communiquait à la presse ce renseignement, croit devoir ajouter :
 « Les caisses d'épargne ont fourni plus de 300 millions depuis le commencement de l'année courante. »
 Cette information, toute simple et toute modeste qu'elle apparaisse, nous semble au fond grosse d'éventualités menaçantes.
 En effet, des lignes qui précèdent, on peut conclure que la Trésorerie, autrement dit le ministre des finances, considère les fonds des caisses d'épargne comme étant à sa disposition absolue.
 Or, rien n'est à la fois plus inexact et plus dangereux qu'une supposition semblable.
 Vienne une crise politique ou bien, hypothèse nullement inadmissible, une crise économique aggravée par les rigueurs d'un hiver prolongé, on verra aussitôt les demandes de remboursements affluer aux caisses d'épargne.

Comment l'Etat s'y prendra-t-il donc pour faire face à ces demandes de remboursements, s'il a déjà employé à son usage les sommes déposées par les particuliers, et qui, d'après la loi, demeurent constamment à leur disposition ?
 UNE RÉVÉLATION
 On s'est demandé pourquoi et comment s'était produite l'invalidation de l'élection de la Corse.
 Deux mois seulement sur ce sujet : L'élection a été invalidée par 255 voix contre 231. C'est un écart de 24 voix. Il suffisait donc, pour que l'invalidation fût votée, d'un déplacement de 13 voix.
 Qui a obtenu ce déplacement d'un chiffre maudit ?
 C'est le mandat par excellence ! C'est l'homme néfaste du Parlement ! C'est le cauchemar de la France !...
 Nous avons nommé Jules Ferry !
 Il était là, intrigant, lui qui ne connaît que l'intrigue.
 Il a manœuvré suivant sa coutume.
 Il s'est adressé en personne à ceux qui veulent bien encore avoir l'air de le connaître.
 Aux autres il a dépêché M. Thomson. M. Thomson a été validé grâce à la générosité de la droite. Cela suffit à M. Jules Ferry : « Faites du bien à un vilain... » on sait le proverbe... M. Jules Ferry est un vilain, un très vilain personnage, qui n'admet pas qu'on puisse faire du bien à un opportuniste sans se venger de ses bienfaiteurs.
 Tel est cet homme !...
 Il veut qu'il soit bien entendu que la droite, du moment qu'elle s'est montrée loyale, a joué un rôle de dupe.
 Il veut essayer de retrouver sa vieille majorité servile, sa majorité à tout faire, sa majorité qui vote à l'aveugle n'importe quelle abomination coloniale. — Et c'est pour l'essayer qu'il lui a fait voter une abomination d'écrouillage.
 Il a donc réussi à déplacer 13 voix. Qu'il s'en applaît aujourd'hui !
 Les électeurs corses lui répondront bientôt.

L'indépendance belge assure que si M. Laisant est intervenu dans le débat sur l'élection de la Corse, c'est parce que M. Arène lui a promis de ne pas se représenter à la députation.
 C'est très bien de la part de l'indépendance belge d'avoir publié cela.
 Il y a longtemps qu'aucune fausse nouvelle ne nous était venue de là-bas, savez-vous, et c'était une lacune.
 Toutefois, il y a fausse nouvelle et fausse nouvelle. Celle d'aujourd'hui a le malheur d'être une simple fumisterie, et l'on sait que ce n'est pas en Belgique que naissent les bons fumistes.
 Enfin, pour une fois....

Les nouvelles d'Orient sont rares ce matin, et nous serions tentés de dire, selon le proverbe : pas de nouvelles, bonnes nouvelles, si un télégramme, daté de Vienne et publié par un de nos confrères, ne venait jeter l'inquiétude dans notre âme !
 Timoléon Philémon est dans la capitale de l'Autriche !
 Timoléon Philémon, l'apôtre des aspirations helléniques, poursuivi son odyssée et vient de parler de la mission de la Grèce aux fils de ceux qui ont vu, il y a deux cents ans, l'invasion musulmane s'arrêter sous les murs de leur ville ! Philémon (Timoléon), qui n'a pas même réussi à gagner la sympathie de l'on-

doyant Freycinet, espère être plus heureux avec le comte Kalnoky.
 A-t-il déjà vu le ministre autrichien ? Nous ne pouvons le dire, mais son langage n'est point de nature à nous rassurer sur l'avenir ! Philémon (Timoléon) déclare, en effet, ouvertement — cet ouvertement est gros d'orages — que la Grèce attaquera, sans aucun doute, la Turquie dans deux ou trois semaines.
 Oh ! Philémon, honorable président du conseil municipal d'Athènes, cher archonte, éloquent député, rival de Démosthène, de quels noms devons-nous vous appeler pour obtenir de vous que la Grèce remette son attaque jusqu'au 15 janvier prochain !
 Rêver des lauriers de Salamine, vouloir renouveler sur les cuirassés d'Hobart pacha les exploits du soldat Cynégire, c'est beau, c'est grand, c'est noble, c'est Philémon ! mais la trêve des confiseurs, vous n'y pensez donc point ! On ne mange donc point de bonbons, dans la vieille Athènes ? O Timoléon, grâce pour les confiseurs !

A PROPOS D'INVALIDATIONS
 La Chambre s'est réservée pour la fin l'examen de quatre élections conservatrices, et l'on ne peut guère douter du sort qui les attend. En vain les sous-commissions et les bureaux qui ont procédé à la vérification minutieuse des opérations électorales, et dont le verdict devrait être accepté sans débat, se sont-ils prononcés pour la validation. Il suffit qu'un champion de basoche, subitement éelos à la vie parlementaire, veuille faire ses premières dents, ou qu'un censeur enfilé comme M. Paul Bert dénonce le nez d'un curé de village, pour que la volonté certaine et réfléchie de quatre départements soit méconnée, et les élections invalidées. Il y aura des grincements de dents et des lamentations, des cris de désespoir et des cris de fureur, suivant la manière dont l'iniquité triomphante affecte le tempérament de chacun. Nous n'échappons pas plus qu'un autre à ces protestations violentes de la conscience et du cœur, et aux indignations que nous cause cette politique de ruffians et d'assassins se mêlant à un féroce appétit de représailles.
 Un peu de réflexion, pourtant, nous démontrerait que les républicains agissent suivant la logique étroite de leurs mœurs, qu'ils ne peuvent faire autrement et que la délivrance nous viendra précisément de l'excès même de leurs méfaits. Si la gredinerie cynique qui marque tous leurs actes publics cessait d'être leur conseil et leur loi, ils manqueraient à leur destinée, et la République ne répondrait plus à rien. Elle est, en ce moment, la raison sociale d'une sorte de brigandage politique qui s'est étendu sur la France, qui la saisit, garrotée, flagellée, qui lui fait suer le sang et l'or, comme faisaient les anciens chauffeurs, et montre dans l'exploitation cynique de sa conquête le même mépris des principes et des lois que ces politiques de grand chemin qu'on appelle communément bandits. Préférer que ces gens-là se montrent justes, courtois, modérés, faciles, respectueux des biens ou des droits d'autrui, c'est le comble de l'inconséquence. Autant leur demander de renoncer à leur nature ! Autant demander aux grands fauves, dont ils descendent, de les faire végétariens !
 En fin de compte, nous en voulons beaucoup plus à la France, fagotée à d'autres habitudes, de subir le joug atroce et honteux, qu'à l'invasion républicaine, qui nous l'impose. Il est assez rare qu'un goulart soit absolument responsable de l'incivilité de ses mœurs et de la brutalité de ses actes ; il est l'esclave d'une servitude physiologique qu'il n'a ni cherchée ni créée, et subit aveuglément l'impulsion d'appétits ou d'instincts brutaux que l'éducation n'a pas corrigés. Il en est à peu près ainsi des républicains ; ils font métier de coquins et de fauves, parce que c'est pour eux loi de nature, et nous ne pourrions que les trouver logiques dans leur œuvre d'abomination, s'ils n'avaient la faiblesse de vouloir la parer d'hypocrisie.

Lorsqu'ils valident, par exemple, une élection aussi épouvantable que celle des Alpes-Maritimes, ils se contentent de dire, avec un sourire complaisant, que M. Borriglione est un habile homme. Mais lorsqu'ils brisent des élections irrégulières, comme celles de Tarn-et-Garonne ou de la Corse, ils se croient obligés de donner des raisons, au lieu d'invoquer tout simplement leur bon plaisir de proscrire. Il n'y a rien à répondre de ces bandits aussi sincères que forts qui vous disent : Nous vous supprimons, parce que cela nous est plus commode que de vous supporter. Il n'y a qu'un recours contre cette violence, et nous ne désespérons pas qu'un jour vienne, et c'est la révolte. Mais quand les bandits se font caquins, et s'étudient à raisonner leurs coquinerias, à légitimer leurs méfaits par raison démonstrative, ils perdent tout leur avantage, et nos invalides ne le sentent pas assez.
 Voilà des gens qui proclament, en toute occasion, la sacrée sainte souveraineté du suffrage universel, et qui n'y touchent que pour la profaner, ils croient expliquer les invalidations qu'ils prononcent en disant qu'il faut assurer la moralité du suffrage universel, par la condamnation des pratiques corruptrices, qui la déshonorent, et son indépendance, en frappant les influences illégitimes qui

l'apprentissent ou l'aveuglent. Ils s'exposent à ce qu'on leur réponde qu'ils n'ont ni qualité ni droit pour rendre à la souveraineté nationale ces bons offices. Car, si le suffrage universel est souverain, sa souveraineté exclut toute tutelle pendant qu'il fonctionne, et tout redressement, après qu'il a fonctionné. Il est le seul juge, comme il est le seul maître, et nul pouvoir, s'il émane de lui, n'a qualité pour réformer ses décisions. Il peut être mobile, fantasque, absurde, ignorant ou lâche, autant qu'on voudra ; il se laisse tromper, intimider ou corrompre, c'est bien possible ; mais ces desiderata sont les conditions mêmes de sa souveraineté, et nul n'a le droit de casser pour cause de surprise, d'entraînement, de pression ou d'erreur, une seule de ses décisions, sans le frapper lui-même de déchéance.
 De quel droit, vous qui êtes ses créatures, vous faites-vous ses juges ? A quel titre, élus de la même origine, investis par lui du même caractère, vous arrosez-vous le mandat de vous proscrire les uns les autres ? Si le suffrage universel est souverain, c'est qu'il est majeur, et sa qualité de majeur lui assure la liberté de voter comme il l'entend, quelles que soient les manœuvres dont il puisse être assailli. S'il n'est, au contraire, qu'un mineur inculte, incapable de savoir ce qu'il fait, et si le parti honnête de ses faibles incoscienties se constitue son conseil judiciaire, séquestre ses droits, supprime ses volontés, à quels titres le recommandez-vous comme souverain ?
 Comment ! vous faites dériver toute puissance et tout droit des volontés souveraines du suffrage universel, et vous proclamez que ce suffrage est un instrument à ce point mobile, inconsistant, faillible, corrompible et peureux, que la voix d'un prêtre, le geste d'un fonctionnaire, un mot, un regard, un bruit, une ombre suffisent pour modifier ses inspirations et lui faire parcourir en une heure toute la rose des vents ! Mais alors, pourquoi voulez-vous qu'il nous gouverne, s'il ne sait pas se gouverner lui-même ? Et qui vous donne le droit de nous gouverner, à vous qui êtes sortis de lui ? Le suffrage universel vous a choisis, dans son imbecillité, en plus grand nombre que vos adversaires ; de ce chef, vous êtes la force, et vous en profitez pour annuler les élections qui vous déplaisent. Soit : mais nous annulons moralement les vôtres, en attendant l'heure bénie et vengeresse où nous briserons implacablement vos pouvoirs, comme vous avez brisé les pouvoirs de vos égaux.

Voilà pourtant à quelles conséquences anarchiques aboutit le système des invalidations. Le fondement de notre droit public disparaît sous cet aveu d'inconscience ; le suffrage universel, discrédité dans son principe, est déchu dans ses effets, et le régime du plus fort succède aux droits des élus ! Ces réflexions ne sont point faites pour toucher le cœur de nos républicains : ils comprennent mieux au jour prochain des représailles !

Un élève, de Ferry
 M. Ribot vient de déposer, au bas d'une colonne du *Journal des Débats*, cette phrase audacieuse :
 « Toutes les fois que, dans ma dernière campagne électorale, j'ai parlé de l'armée, je lui ai fait dans des termes qui ont été applaudis même par mes adversaires. »
 M. Jules Ferry lui-même ne faiblirait pas plus cyniquement la vérité.
 Voici, en effet, comment M. Ribot s'est exprimé, au cours de la dernière campagne électorale, dans une réunion tenue à Lumbres :
 « On ne peut pas, a-t-il dit, comparer ces soldats revenant victorieux du Tong-King, à ces bandes livides, qui, revenant du Mexique, vont pas su de tendre, sur le sol de la patrie, l'horreur du drapage. »
 Ces soldats que M. Ribot a osé accuser de n'avoir défendu ni l'honneur du drapeau, ni le sol de la patrie, ce sont les soldats de Bazailles, de Gravelotte, de Reichenhoff et de tant d'autres batailles héroïques, ce sont les hommes devant lesquels l'ennemi lui-même s'effrayait !
 « Oh ! les braves gens ! »
 Et M. Ribot vient affirmer aujourd'hui qu'il n'a jamais outragé l'armée française !
 Les paroles qu'il a prononcées à Lumbres, et que nous venons de rappeler, ont été recueillies et reproduites, avant le scrutin du 4 octobre, par le *Courrier du Pas-de-Calais*.
 M. Ribot les a-t-il démenties ? Non !
 Ces mêmes paroles ont été publiées par la *Patrie*, le 3 octobre, et commentées comme elles le devaient être.
 Est-ce que M. Ribot a répondu ? Est-ce qu'il a renié sa honneuse déclaration de Lumbres ? Non ! il n'a rien écrit, il n'a rien dit, il a reconnu par son silence que l'accusation portée contre lui était exacte.

Actuellement, se figurant qu'on a oublié son manque de patriotisme, et pour faire illusion aux électeurs de Paris, il s'avise de se poser en ami de l'armée.
 Vain déguisement ! — Sous la peau du lion, en aperçoit toujours le bout de l'oreille de... du centre gauche.

LES ÉLECTIONS ANGLAISES

Bien qu'il reste encore à connaître le résultat de vingt-cinq élections, la défaite des conservateurs est définitive.

Cependant, il nous revient que lord Salisbury serait décidé à ne pas quitter le pouvoir.
 Malgré la majorité dont vont disposer les libéraux dans le Parlement, il est certain, en effet, qu'ils n'auront point la majorité absolue, si, comme tout le fait prévoir, les partisans se joignent aux conservateurs.
 Lord Salisbury peut-il compter sur l'alliance des Irlandais ? Bien que la question soit fort délicate à résoudre, la chose n'est point invraisemblable. On remarquera, en effet, que les élections d'Irlande ont eu ce caractère particulier qu'elles n'ont pas envoyé jusqu'ici au Parlement un seul libéral !
 Le choix des Irlandais qui, avec une merveilleuse discipline, ont suivi les instructions de M. Parnell, ont voté exclusivement pour les conservateurs et pour les nationalistes. Ceci résulte-t-il d'engagements pris par le cabinet Salisbury vis-à-vis du chef de la Ligue irlandaise ? Peut-être bien.

Un autre argument, invoqué par les conservateurs, pour rester au ministère, se trouve dans le fait que tous les ministres actuels qui se sont présentés devant les électeurs ont été réélus, tandis que de l'ancien ministère Gladstone, il n'y a guère que lui et le marquis de Hartington qui se trouvent avoir un siège dans le nouveau Parlement.
 Le parti libéral est donc vainqueur ; mais le ministère conservateur peut prétendre qu'il a toujours la confiance du pays.
 Notre opinion est que, de toute manière, il n'y aura pas moyen de constituer une majorité de gouvernement assez compacte pour assurer la durée d'un ministère quel qu'il soit, et que l'année 1886 ne se passera pas sans voir de nouvelles élections en Angleterre.

Le *Figaro* publie, sous ce titre : *Page inédite du Prince Impérial*, ce que nous pourrions appeler le *Code de l'officier français*.
 En effet, écrite dans un langage élevé, cette page est empreinte des sentiments de patriotisme, d'honneur et d'amour du soldat qu'on ne saurait citer trop haut comme modèle. Elle emprunte d'ailleurs aux circonstances présentes un caractère d'actualité saisissant.

Cette page, nous dit le *Figaro*, a été trouvée dans les papiers du Prince par son auguste mère l'Impératrice Eugénie ; elle a été écrite lorsqu'il était encore à l'école militaire de Woolwich ; c'était donc un adolescent qui traçait dans les termes qu'il n'avait que les devoirs de l'officier.
 Par ce qu'était le jeune homme on peut pressentir ce qu'était l'homme fait.

Devoirs de l'officier

De nos jours, les peuples ne confient plus qu'à leurs enfants le soin de défendre leurs frontières ; l'armée est nationale et ne combat plus pour le gain, mais par devoir et par patriotisme. Les soldats ne sont pas seulement frères par les armes, mais aussi par le sang.
 Le régiment est donc une grande famille dont les officiers sont les chefs. Cette qualité de chef leur impose les mêmes devoirs que ceux d'un père qui cherche partout le bien de ses enfants.
 En campagne, l'officier doit veiller sur la santé de ses hommes, avoir l'œil à ce qu'ils ne manquent de rien, à ce qu'ils profitent des quelques heures de sommeil qui leur sont laissées.

Sur le champ de bataille, l'officier doit être au-dessus du sang de ses hommes, ne pas sacrifier des vies inutilement, dans le seul but de sa propre gloire, mais quand il le faut pour l'honneur du drapeau, ne pas hésiter à leur donner l'exemple de Léonidas aux Thermopyles.
 En temps de paix ou après la victoire, l'officier doit être soucieux de la moralité de ses soldats, réprimer les instincts grossiers de certains hommes qui profitent du succès pour assouvir leurs appétits.

Mais, avant tout, l'officier doit être jaloux de l'honneur de ses hommes, comme un père est jaloux de la réputation de sa maison. Il doit sévir sans pitié contre un homme qui commet une faute dégradante, mais sévir en secret, car le déshonneur d'un seul rejaillit sur la réputation de tous.
 Mais comment l'officier doit-il acquiescer ses hommes cette autorité qui fait de lui un protecteur en même temps qu'un justicier ? C'est en obtenant leur estime, en même temps que leur affection. Il faut que les hommes voient leur chef toujours à l'œuvre, partageant leurs souffrances, leurs privations ; qu'il veille lorsque tout repose dans le camp, qu'il soit le premier debout, le premier à l'assaut et le dernier à se retirer, que, par sa force d'âme, il relève les courages abattus. Un tel homme ne sera jamais abandonné de ses soldats ; ils se grouperont autour de lui, sachant qu'ils le trouveront toujours sur le chemin de l'honneur.

NAPOLÉON.
 Woolwich. — 1874.

Les services pour le roi d'Espagne

Le premier service funèbre pour le roi Alphonse XII, demandé par l'ambassade d'Espagne auprès du Pape, a été célébré à Rome, en l'église espagnole de Sainte-Marie de Montserrat.
 La cérémonie a été splendide ; l'église était magnifiquement décorée. Une très belle statue de l'Espagne en pleurs se faisait remarquer sur le catafalque.
 Les invités formaient quatre catégories : d'abord le corps diplomatique accrédité auprès du Pape, les familles Massini et del Drago appartenant aux Bourbons d'Espagne, les cardinaux ; en second lieu, les archevêques, évêques, prélats, prêtres et religieux espagnols présents à Rome ; troisièmement, les dignitaires civils et militaires ; et enfin l'aristocratie espagnole, française, autrichienne et italienne.

Les chants et la musique ont été parfaitement exécutés.
 Le second service, demandé par le chargé d'affaires d'Espagne auprès du roi, est fixé à jeudi.
 La décoration de l'église sera quelque peu modifiée. Y assisteront la légation espagnole, les représentants de la royauté espagnole, les ministres italiens, le corps diplomatique accrédité auprès du Quirinal et la partie libérale de la colonie espagnole.
 Le service ordonné par le Pape est fixé à lundi ; il sera célébré à la chapelle Sixtine. Les membres de la légation espagnole pourront y assister, mais sans être revêtus de leurs uniformes. Léon XIII donnera l'absoute.

So rappelle-t-on l'exposition du peintre prussien Menzel, installée il y a quelques mois à Paris, dans un local prêt

ECHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 9 DÉCEMBRE
 La température monte sur le Nord-Ouest de l'Europe.
 En France, le temps se met au beau et au froid.
 A Paris, hier vers quatre heures de l'après-midi, le ciel s'est éclairci.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS
 MANCHE. — Vent faible; mer belle.
 Océan. — Vent faible; mer belle.
 MÉDITERRANÉE. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 9 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :
 A sept heures du matin..... 0 °/5
 A onze heures du matin..... + 1 °/5
 A deux heures du soir..... + 2 °/5
 Température la plus basse de la nuit — 1 °/5
 Le baromètre est à 763 millimètres 5.

L'Impératrice Eugénie a reçu hier à déjeuner, à Farnborough-Hill, la reine d'Angleterre et sa fille la princesse Béatrice.

M. Gréard a ouvert hier la deuxième session du conseil académique de Paris par un aperçu de l'année scolaire 1885-1886. Après avoir donné quelques détails intéressants sur les nouveaux lycées en construction, et fait remarquer l'insuffisance des lycées Damon et Passy et du petit Louis-le-Grand, qui sont absolument incomplets, M. Gréard a protesté contre la sévérité toute nouvelle avec laquelle on a appliqué les examens de passage aux grands écoles de l'Etat.

C'est ainsi que, dans les lycées de Paris, 1,214 élèves ont été obligés et se sont résignés à redoubler leur classe. Un nombre égal a été repris par les familles. La mesure a donc atteint plus de 2,400 élèves.
 Nous partageons absolument l'avis de l'honorable M. Gréard ; et si, au lieu de faire apprendre aux élèves une foule de choses aussi oiseuses qu'inutiles, on leur enseignait ce qui leur est strictement indispensable de savoir pour être admis dans les grandes écoles de l'Etat, il y aurait beaucoup moins de blackbouts.
 Étant donné le champ si étendu des connaissances modernes, il est impossible de faire de chaque collégien une encyclopédie vivante.

Il faut donc arriver à condenser les programmes universitaires, et une réforme dans ce sens nous paraît indispensable et urgente.

M. de Freycinet a fait signer hier, au conseil des ministres, à M. Grévy le mouvement diplomatique suivant, qui sera prochainement au *Journal officiel*.

M. Hanoteau, l'ancien chef de cabinet de M. Jules Ferry, est définitivement confirmé dans la fonction de conseiller d'ambassade à Constantinople, fonction qu'il ne remplissait que provisoirement depuis trois mois.

M. Gréard, conseiller d'ambassade à Berne, est nommé à Rome, auprès du Quirinal, en remplacement de M. Dubail, envoyé à Québec. M. Marchand, conseiller d'ambassade à Vienne, passe à Berne, en qualité de secrétaire de première classe. M. de Sainte-Foix, consul général à Amsterdam, va à Montevideo, en qualité de ministre plénipotentiaire ; il remplacera M. Wagner, nommé à Barcelone ; enfin M. Parliot, consul général à Barcelone, remplace à Mexico M. Laverijon, non installé et retenu en France pour des travaux spéciaux.

Décidément, la République sera toujours le gouvernement du gâchis.
 Ce matin, par suite du dégel, il était absolument impossible de circuler dans les rues sans avoir de la boue jusqu'au genou, et l'on se demandait à quoi peut bien être occupé l'armée de canonniers et de balayeurs que la Ville entretient à si grands frais.

Il n'est pas de ville à l'étranger, aussi mal tenue qu'elle soit, où le service de la voirie laisse autant à désirer qu'à Paris, et le conseil municipal, au lieu de s'occuper de politique, ferait bien mieux de s'occuper d'hygiène.
 Il est vrai que lui non plus ne déteste pas le gâchis.

M. Mazure, ancien député opportuniste de Lille, qui n'a pas été réélu, vient de recevoir une compensation : il est nommé entrepreneur des tabacs au Mans.
 Le meilleur moyen de parvenir dans le monde opportuniste est d'être mis à la porte par le suffrage universel.

So rappelle-t-on l'exposition du peintre prussien Menzel, installée il y a quelques mois à Paris, dans un local prêt

